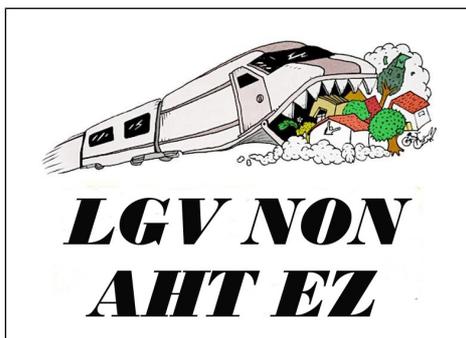


**INFOS EN LIGNE... SUR LA LIGNE
N°20**



➤ **Ils reviennent, on les attend...**

ALERTE...ALERTE...ALERTE

**Les études de la faune et de la flore se dérouleront sur la commune d'Urrugne
Du 25 juin (lundi prochain) au 31 juillet
Elles se dérouleront de jour mais aussi parfois de nuit.**

Les cabinets intervenant pour ces études sont : ECOSPHERE, HYDROSHERE, ECOMED, BIOTOPE.

En principe ces études seront menées dans le fuseau tout le long du tracé retenu du ruisseau de Mamisum jusqu'à hauteur du mont Calvaire en passant par Kampobaïta. C'est en priorité ce secteur qui doit être surveillé.

SOYEZ TRES VIGILANTS

A la moindre alerte APPELEZ le 05 59 54 31 ou le 06 15 02 06 56

Une fois de plus ces études sont menées dans la plus stricte illégalité puisque les propriétaires n'ont pas été informés par courrier, comme l'exige la loi, de la pénétration dans leur propriété de techniciens.

➤ **« Transports : des gisements d'économie d'argent public »**

C'est avec ce titre que le journal « Les Echos » relate la parution d'une étude réalisée par une dizaine de membres du Cercle des transports, une association regroupant des décideurs et des ingénieurs des Ponts et Chaussées.

Selon cette étude, la dépense consacrée aux transports était de 40 milliards d'euros en 2010.

Pour ces auteurs, « *la politique des transports actuellement affichée ne peut être poursuivie sans mettre en péril la volonté générale de désendettement de la France* ».



D'après leurs estimations, si rien n'est fait, le déséquilibre existant entre les dépenses et les recettes, allié à la réalisation des investissements prévus par le schéma national des infrastructures de transport (SNIT), aboutirait à 131 milliards de déficit cumulé supplémentaire en 2030. A l'inverse, les auteurs ont calculé qu'une gestion extrêmement rigoureuse du secteur permettait un allègement de la dette de 110 milliards à l'horizon 2030. Un tel redressement passerait par des mesures drastiques parmi lesquelles des « investissements réduits dans la création de nouvelles lignes à grande vitesse »

Le soin est laissé au futur gouvernement de faire le tri dans les mesures évoquées. Mais le message est clair, les transports offrent d'importants gisements d'économies pour réduire les déficits.

=> [Consulter ou télécharger l'étude](#)

Le nouveau pont ferroviaire sur l'Adour fait PLOUF...

Le 5 mai le pont ferroviaire en construction sur l'Adour s'effondre à Bayonne : deux tronçons plantés dans l'Adour dont la chute a blessé deux soudeurs. Le trafic SNCF sur le « pont de fer » voisin a été interrompu.

Le tronçon central de ce pont en construction long de 400 mètres pèse 560 tonnes et mesure 80 mètres, il n'a pas bougé, tandis que deux autres portions qui le relient à la berge sont tombées par effet domino.



RFF « ne sait pas ce qui s'est passé »

Nous non plus car nous n'étions pas sur place !!!

Ce pont, un ouvrage de 40 millions d'euros devait voir passer les premiers trains en octobre prochain et être totalement achevé fin 2013.

Bouygues, responsable du chantier a du souci à se faire pour l'attribution du chantier de la future LGV.

A notre avis, il ne devrait pas se faire de mouron car la LGV elle aussi fera...PLOUF !

➤ Résultats de la 4e consultation de RFF

Réalisée en octobre-novembre 2011, la 4e consultation de RFF a enfin livré ses résultats. Bien tardivement ! A plusieurs reprises, nous avons réclamé la publication de ceux-ci auprès du garant. Cette consultation n'a pas été prise en compte ni par le COPIL ni par l'approbation ministérielle.



Voici donc les résultats: pour le tracé optimisé proposé, **sur 5 629 avis retenus** (dont 3 551 du Pays Basque), **5 472 (97,2%) se prononcent contre le projet** et sont donc écartés de l'analyse et seulement 157 avis examinés (2,8%) se disent favorables.

Le bilan détaillé est sur le site GPSO.

Rappelons que nous avons boycotté la première consultation.

La deuxième consultation avait retenu 3 289 avis. Pour 67,8% d'entre eux, « *la seule hypothèse de tracé qui convienne est la modernisation des voies existantes* ». Cependant pour ceux qui avaient répondu par cette phrase mais en ajoutant un autre commentaire le classement était différent.

Lors de la troisième consultation, 6 601 avis étaient retenus. 5 789 soit 87,7% sont contre "l'opportunité" d'une voie nouvelle. Sur les 812 avis restants, 187 soit 2,8% de l'ensemble, sont d'accord avec l'analyse de RFF. 625 soit 77% soit ne sont pas d'accord. Ainsi sur 6 601 avis, 2,8% sont d'accord avec l'analyse de RFF, **97,2 % ne sont pas d'accord** dont au moins 90,3% se sont prononcés pour les voies existantes. Pour nous et pour le Cade, « *il est donc clair, à l'issue de ces « consultations du public » que les populations concernées sont massivement contre le projet. S'il se poursuit ce projet sera donc imposé aux populations contre leur volonté.* »

➤ Une grande loi de programmation ferroviaire prévue en 2013



Frédéric Cuvillier, nouveau ministre délégué chargé des Transports et de l'Economie maritime

L'arrivée de Frédéric Cuvillier, député-maire de Boulogne sur-Mer, au ministère des Transports et de l'Economie maritime est une surprise. Une loi de programmation ferroviaire sur 5 ans devrait être élaborée dans les mois à venir. Elle serait proposée devant le Parlement au printemps 2013.

Roland Ries, sénateur-maire de Strasbourg et conseiller transports de François Hollande a décliné le poste de ministre des Transports au profit de Frédéric Cuvillier.

Les réflexions du groupe Ries se sont heurtées à la dette historique héritée de la SNCF et logée chez RFF. A près de 30 milliards en 2012, elle rend très délicate toute grande modification de l'architecture ferroviaire. "La création d'une holding d'Etat coiffant les deux établissements publics pourrait amener Bruxelles à requalifier les 30 milliards d'euros de passif de RFF en dette souveraine", pointe en effet une source proche du dossier.

La philosophie serait plutôt à une poursuite de la ligne consensuelle dessinée fin 2011 à l'issue des Assises du ferroviaire visant à optimiser le fonctionnement du système ferroviaire. Alors attendons !

En attendant ayons une pensée affectueuse pour ce pauvre Alain Rousset « travailleur acharné qui confie ses dossiers aux autres plutôt que de les étudier »...il n'est pas ministre !

Même pas du temps libre !

➤ **Garder le fret sur les rails**

En 2012, la SNCF prévoit de supprimer 1400 emplois supplémentaires au Fret, sur le plan local, cela correspond à une trentaine de postes.



Un préavis de grève national d'une journée a été déposé dans la branche du Fret SNCF par la CGT cheminot. Localement il a été suivi par plus de 80% des agents ce qui montre que la politique de l'entreprise n'est plus acceptée, y compris par les cadres.

Une délégation de cheminots rejoint par des salariés de Novatrans (22 postes sont menacés à Mouguerre) a été reçue par le sous-préfet. Une motion a été remise demandant au nouveau gouvernement de passer de la parole aux actes en prenant des mesures pour le changement de politique dans le domaine des transports.

➤ **Fin de la grève de la faim à ND des Landes**

C'est une belle victoire pour les opposants au nouvel aéroport à Notre Dame des Landes : après 28 jours de grève de la faim, ils ont obtenu un moratoire sur le projet, tant que les recours en justice ne sont pas épuisés.



Extrait du communiqué de presse :

« Le comité de soutien aux grévistes de la faim se réjouit des avancées obtenues après de longues négociations avec les représentants des trois collectivités territoriales et du Parti Socialiste. Le mouvement de grève de la faim se termine aujourd'hui après 28 jours de présence dans le centre de Nantes.

L'accord obtenu permet à tous les habitants, exploitants et propriétaires ayant un titre au moment de la Déclaration Publique du 9 février 2008, de ne pas être expulsables tant que les procédures juridiques engagées à ce jour au Conseil d'Etat, à la Cour de Cassation et au Conseil Constitutionnel ne sont pas épuisées. »

➤ **La LGV à Urrugne au JT de 13H sur TF1**

Décidément Jean Pierre Pernaut s'intéresse à la LGV au Pays basque. Après un premier reportage à Urrugne en janvier 2011 suivi d'un autre reportage à Mouguerre, c'est de nouveau Urrugne qui a été choisi pour le JT de 13H du 17 mai.



On ne peut que regretter que le sujet soit toujours traité de façon brève et sous le même angle : l'expropriation. Pour TF1 et le « présentateur vedette du journal » la LGV se résume à un simple problème d'expropriation de personnes situées sur le tracé. Il y a un an déjà Pierre Recarte avait écrit à Jean Pierre Pernaut pour le remercier et lui décrire tous les aspects de la problématique de la LGV en lui demandant instamment de consacrer un long reportage ou un magazine pour traiter toutes les facettes de ce sujet. La requête ne paraît pas avoir été entendue. Après la diffusion de l'édition du JT Pantxo Tellier a entrepris la même démarche auprès du rédacteur en chef de TF1 à Bordeaux lors d'un long entretien téléphonique. Vous pouvez visualiser de nouveau ce reportage en cliquant sur ce lien : => [Voir la vidéo](#)

Pour ne pas regarder l'intégralité du journal rendez-vous directement au Chapitre 11 pour cela faites glisser la souris sur les petits rectangles du bas de l'écran qui permet de visualiser les différents chapitres du journal ,cliquer sur chapitre 11.

Liquidation annoncée chez Novatrans

Réduction du nombre de trains, fermeture des terminaux, diminution des effectifs, tel est l'essentiel du plan de retour à l'équilibre présenté par le conseil d'administration de Novatrans, entreprise de ferroutage implantée notamment à Mouguerre, près de Bayonne. Novatrans, détenu par le groupe SNCF-Géodis, emploie 300 personnes en France dont 22 salariés au centre européen de fret de Mouguerre.



Une cinquantaine de manifestants, de toutes les couleurs syndicales et de toutes les régions de France, ont manifesté devant le ministère des Transports. Un fort dispositif policier bloquait une partie de la rue pendant qu'une inter-syndicale était reçue par les représentants du ministre.

➤ Les anti LGV du Lot et Garonne dépose un recours gracieux en annulation de l'approbation ministérielle du tracé de la Bordeaux-Toulouse

La Coordination 47 (collectif d'associations lot-et-garonnaises anti-LGV), a envoyé le 29 mai à la nouvelle Ministre de l'Écologie et des Transports, Nicole Bricq, un recours gracieux pour une annulation de la validation du tracé LGV Bordeaux-Toulouse. Validation prise par un « subalterne » du ministre des transports Thierry Mariani, le 30 mars dernier.



Le collectif construit sa requête sur la base de l'article 121-12 du Code de l'environnement stipulant que l'ouverture d'une enquête d'utilité publique doit être réalisée dans un délai de cinq ans suivant la date de publication de la Commission du débat public. Le débat public a été mené en 2005 et clôturé en décembre de la même année. Or l'enquête d'utilité publique est prévue courant 2013 soit plus de 7ans après. Le Code prévoit qu'un nouveau débat public puisse être initié si, dans ce délai, des modifications substantielles sont intervenues.

Et des modifications, la Coordination 47 en a trouvé qu'elle a décliné en douze points : le coût de la LGV passé de 2,9 milliards à plus de 5 milliards, la fréquentation surestimée, la ligne actuelle non saturée, l'absence de retombées économiques soulignée par plusieurs études... La ministre a deux mois pour donner une réponse à ce recours en annulation. Si la Coordination 47 n'obtient pas gain de cause à savoir le lancement d'un nouveau débat public avec tous les acteurs concernés, elle déposera une requête devant le Conseil d'Etat.

La Coordination a également écrit au président de la République, François Hollande. Et ce, pour lui rappeler ses engagements de candidat. En effet, pendant la campagne pour la course à l'Élysée, le candidat socialiste avait effectué un déplacement à Villeneuve-sur-Lot. C'est là que les anti-LGV l'avaient interpellé. F. Hollande les avait invités à se rapprocher de son "Monsieur transport", le sénateur, Roland Ries. Celui-ci avait répondu en rendant compte devant le Sénat de son rapport sur la question. Rapport dans lequel il stipulait que si les projets de LGV en cours tels que le Tours-Bordeaux seraient honorés, il soulignait la nécessité d'analyser l'utilité sociale des nouveaux projets.

Le Cade a mis en place une commission juridique qui doit à son tour préparer d'éventuels recours. Nous attendons avec impatience la façon dont va réagir la nouvelle ministre.

Y basque : la mairie de Donostia refuse de signer les actes d'expropriation

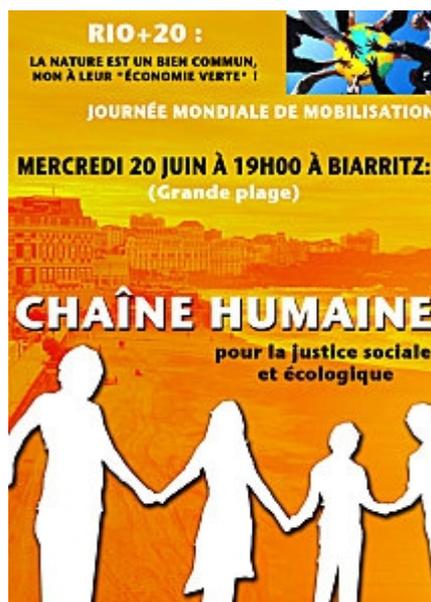
L'Y basque serait-il freiné dans son élan par la mairie de Donostia ? La sous-délégation du gouvernement espagnol a réuni les propriétaires des terrains se trouvant sur le tracé entre Hernani et Astigarraga, afin qu'ils signent les actes d'expropriation devant permettre de procéder aux travaux. La municipalité de Donostia, propriétaire de certains terrains était donc également convoquée.



Or, la mairie a refusé de signer les documents et a demandé à ce que le gouvernement espagnol “indique sur les parcelles mêmes quels sont les terrains concernés par l’expropriation”. Elle entend ainsi dénoncer le fait qu’elle n’a pas encore eu “l’occasion de connaître le tracé précis”.

➤ **Chaîne humaine à Biarritz le 20 juin**

Du 20 au 22 juin 2012 se tient à Rio de Janeiro la Conférence des Nations unies pour un développement durable. Vingt ans après le Sommet de la Terre à Rio, la dégradation écologique s’est accélérée, les inégalités se sont creusées et les crises minent les démocraties.



Bien loin de tirer le bilan de ces deux dernières décennies, cette Conférence de « Rio+20 » propose de transformer, au risque de l’accentuer, la crise écologique en opportunité de croissance (verte) pour les entreprises.

A cette occasion, le 20 juin, une chaîne humaine sera constituée sur la grande plage à Biarritz. Les associations anti-LGV seront présentes porteuses du slogan : « LGV inutile, ruineuse et destructrice »

➤ **Prises de position des deux finalistes des élections législatives dans la 6^{ème} circonscription**

Prenons acte du positionnement sur la LGV des deux candidates :



Michèle Alliot-Marie : « Nous nous opposons clairement à la création d'une deuxième voie, inutile et coûteuse, pour le TGV entre Bayonne et Hendaye »

Sylviane Allaux : « « députée, je serai disponible pour demander une consultation locale concernant le projet de la LGV »

➤ **Participation à une marche transfrontalière le 26 ou 27 juillet**

Nos amis d'AHT Gelditu organisent sur 3 ou 4 jours une marche à travers nos montagnes pour dénoncer les grands projets inutiles : la LGV, l'allongement de la piste de l'aéroport de Fontarabie, le super port de Pasaia.

Le départ de cette marche se ferait d'Urrugne le 26 ou le 27 juillet. Nous accueillerons nos amis d'outre Bidassoa à Ibildox pour un petit déjeuner puis les accompagnerons jusqu'à Biriadou, en suivant l'itinéraire de la marche du 14 juillet dernier.

Ils poursuivront ensuite vers Fontarabie où ils feront étape pour rejoindre le lendemain Pasaia en empruntant le Jaizquibel et le surlendemain Hernani où commencent les travaux de l'Y basque.

Nous vous donnerons toutes les informations pratiques dès que le programme sera finalisé.

➤ **Enquête « d'inutilité publique » dans les mairies 2^{ème} quinzaine de septembre**

Les « écrivains » de Nivelles Bidassoa viennent de terminer la rédaction de « EPINE »
Enquête Publique sur l'Inutilité de Nouveaux Equipements

Il s'agit d'un argumentaire de plus de 100 pages, démontant le projet de LGV proposé par RFF par des études contradictoires, des rapports, des statistiques...

Ce document vous sera envoyé par internet avec un résumé. Vous pourrez en prendre connaissance cet été, il vous servira à apporter votre contribution lors de l'enquête d'inutilité publique que nous organiserons dans toutes les mairies des villes et villages du tracé pendant 2 ou 3 mois.

Enquête Publique sur l'Inutilité de Nouveaux Equipements
La LGV en Pays Basque

A la demande des citoyens et contribuables et conformément à l'approbation ministérielle non signée par un ministre, le projet de ligne à grande vitesse Bordeaux Espagne est mis à l'enquête publique selon les modalités ci-dessous :
Une information détaillée sur les éléments qui justifient l'inutilité du projet est mise à disposition du public dans toutes les mairies.

Ces informations sont classées par chapitre en regard desquels chacun est invité à formuler ses appréciations.

Le présent registre offre à chacun la possibilité de consigner ses observations et comprend ... chapitres détaillant le bien-fondé de la démarche mise à l'enquête.

Trois villages ont été retenus pour donner une dimension médiatique à cette enquête : Urrugne, Ustaritz et Mouguerre (un village par communauté de communes). Les médias couvriront un jour précis cette enquête. Pour cela il faudra, ce jour-là, se rendre en masse à la mairie muni d'une contribution écrite (vous aurez au préalable recopié un passage d'Epine que vous avez particulièrement apprécié, vous pouvez en modifier les termes si vous le voulez). Les autres jours, pendant 2 ou 3 mois le public pourra consulter le document Epine en mairie et apporter une contribution.

L'enquête d'inutilité close, elle sera remise au préfet avec vos contributions et les annexes comprenant les études et les rapports qui l'ont inspirée.

Enfin lors de l'ouverture de la vraie enquête d'utilité publique 2^{ème} semestre 2013, vous pourrez apporter de longues contributions inspirées par EPINE. Il sera indispensable que le commissaire enquêteur soit submergé par de multiples interventions écrites. Mais nous en reparlerons.

➤ **Grande manifestation à Bayonne contre la LGV en octobre**

Pour l'instant la date du 27 octobre a été retenue. Il faudra être très très très nombreux ! Commencez à motiver vos parents et amis

➤ **Tous à St Pée sur Nivelle le dimanche 24 juin**

Venez nombreux, en famille, avec vos amis

Nous marcherons (30mn) sur le site le plus dévasté par ce projet pour ériger une stèle et prêter le serment d'empêcher ce projet inutile, ruineux et destructeur.

Apportez votre pique-nique

Nous pique-niquerons sur le site dans une ambiance joyeuse et festive !

Deux départs sont prévus à 10h30 à partir d'Ahetze et de la vieille route de St Pée à St Jean de Luz.

Les lieux de regroupement seront fléchés
Du covoiturage sera organisé : Rendez-vous à 9H30 parking Kixoenea (maison des associations) à Urrugne
Comment s'y rendre ?

- St Jean de Luz, Ascain, direction St Pée sur Nivelle. Prendre sur la gauche la vieille route St Pée- St Jean de Luz (une banderole signalera le carrefour). Continuer vers St Jean de Luz jusqu'à une banderole (à hauteur du passage du gazoduc). Vous pourrez garer votre voiture sur la droite dans un champ.
- Pour ceux qui savent comment emprunter la vieille route de St Pée dans St Jean de Luz, suivre la route jusqu'à la banderole et garer sur votre gauche dans le même champ.

➤ Enveloppes contre la LGV

Vous pouvez toujours passer vos commandes à Nivelle Bidassoa (nivellebidassoa@gmail.com)
7euros le paquet de 100 enveloppes

Certains d'entre vous ont commandé des enveloppes « anti LGV ». Nous les avons reçues et réglées.

Soyez aimables de bien vouloir venir les récupérer soit chez Pantxo Tellier, 770 chemin de Kampobaïta à Urrugne (téléphone 05 59 54 31 55) soit le premier lundi de chaque mois à Kixoenea maison des associations à partir de 20H 30

Nous comptons sur vous.

Merci de votre compréhension

Commandez le livre de Nivelle Bidassoa « Les rails de la déraison »



21 €

=> Adressez nous votre commande par mail : nivellebidassoa@gmail.com

=> Ou par téléphone : 05 59 54 31 55 ou 05 59 47 16 06

**La mobilisation continue plus que jamais !
LE PROJET EST FRÊNÉ PAS ARRÊTÉ !
L'ENQUÊTE D'UTILITÉ PUBLIQUE EST TOUJOURS ANNONCÉE
DÉBUT 2013**